



Note d'information de Sécurité Alimentaire Canada

Les postes écologiques en agriculture

Les notes d'information de SAC présentent une question et aident à sensibiliser et à informer le public. Elles sont fournies à des fins de discussion et peuvent ne pas refléter la position des membres de SAC. Nous offrons nos plus sincères remerciements aux auteurs bénévoles. Pour participer ou commenter, veuillez faire parvenir un courriel à fscadmin@foodsecurecanada.org.

Le système alimentaire mondial est composé d'un nombre fort varié de producteurs d'aliments allant des petits agriculteurs de subsistance aux grands conglomerats agricoles plurinationaux. Ensemble, ces quelque 1,1 milliard d'« agriculteurs, travailleurs agricoles et pêcheurs » font tous partie d'une économie alimentaire annuelle de l'ordre de 6,4 billions \$ⁱ. Ce sous-secteur de l'économie mondiale élargie a la capacité de faire une importante contribution à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté à la fois dans les pays développés et dans les pays en développement. Et l'économie alimentaire mondiale ne fera que continuer de grandir étant donné que, d'ici 2050, il y aura deux milliards de bouches de plus à nourrir sur la planète, avec un « besoin général de cultiver 70 p. 100 plus d'aliments » [Traduction]ⁱⁱ.

Malgré la croissance globale de l'économie alimentaire mondiale, le nombre d'agriculteurs au Canada continue de reculer. Selon le Recensement de l'agriculture de 2006, le nombre de fermiers recensés a régressé de 7,1 p. 100 par rapport à 2001ⁱⁱⁱ bien que la superficie des fermes en pourcentage des terres totales soit demeuré constant à 7,3 p. 100^{iv}. En outre, le nombre de personnes employées dans l'agriculture continue de fléchir à mesure que plus de fermes effectuent le passage vers les méthodes de production mécanisées.

Les postes écologiques en agriculture

Le Centre John J. Heldrich pour le perfectionnement de la main-d'oeuvre de l'Université Rutgers dans le New Jersey définit un poste écologique comme celui qui « comprend la protection de la faune ou des écosystèmes, la réduction de la pollution ou des déchets, ou la réduction de la consommation d'énergie et l'abaissement des émissions de carbone » [Traduction]^v.

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Organisation internationale du Travail définissent un emploi vert comme « un emploi dans l'agriculture, l'industrie, la recherche et développement (R et D), l'administration et les services qui contribue de manière substantielle à la préservation ou au rétablissement de la qualité de l'environnement. Plus précisément, mais non exclusivement, cela comprend les emplois qui aident à protéger les écosystèmes et la biodiversité; à réduire la consommation d'énergie, de matériaux et d'eau grâce à des stratégies à haut rendement; à décarboniser l'économie; et à minimiser ou franchement éviter la génération de toutes les formes de déchets et de pollution. » [Traduction]^{vi}

L'agriculture conventionnelle au Canada qui a recours aux pesticides et engrais chimiques et aux pratiques d'agriculture mécanisées ne permet pas la création des « emplois verts » définis précédemment. Les pratiques agricoles conventionnelles ont mené à une extraction accrue des ressources naturelles et à la création d'émissions de gaz à effet de serre et à des déchets non réutilisables.

Nous avons créé un système alimentaire – à l'échelle mondiale et nationale – dominé par les grandes exploitations agricoles, les installations intensives, la concentration d'entreprises, les intrants chimiques et les bas salaires. Les objectifs politiques et économiques à court terme ont vidé de leur population les régions rurales et créé des taudis urbains partout dans le monde. La viabilité économique continue des producteurs et transformateurs d'aliments du Canada est grandement tributaire des investissements dans les capacités de production, les hausses de productivité, le marketing, les ressources humaines et l'infrastructure connexe.

La stratégie d'investissement du Canada dans le secteur agroalimentaire est conçue pour faire de ce pays un lieu d'investissement par excellence pour les investisseurs à la fois nationaux et internationaux. Les principales considérations ne comprennent toutefois pas ce qui suit : le localisme alimentaire, la sécurité alimentaire, la création d'emplois locaux ou la durabilité.

En quoi l'agriculture durable crée des emplois écologiques

Les ressources de la terre sont limitées. Les meilleures données scientifiques probantes disponibles indiquent que l'économie mondiale a crû au-delà des limites de ce qui est durable. Nous devons commencer à créer des économies qui tiennent compte de cette réalité et faire en sorte que nos besoins actuels soient satisfaits. Le Canada devrait viser un rendement économique solide et une création d'emplois accompagnée d'une utilisation durable des ressources naturelles, d'un minimum de déchets, d'une conservation de la biodiversité et de la préservation des écosystèmes. Un système alimentaire durable permettra de concrétiser cette vision.

L'agriculture biologique

Il existe une multitude d'avantages environnementaux à l'agriculture biologique, y compris une réduction du recours aux engrais et pesticides chimiques, une meilleure qualité des sols et même la possibilité d'avantages nutritionnels, mais ce type d'agriculture crée également des retombées favorables pour le marché de l'emploi.

Une étude datant de 2006 et réalisée par la Soil Association de Grande-Bretagne a montré que l'agriculture biologique au Royaume-Uni fournit trente-deux pour cent plus d'emplois que les exploitations agricoles non biologiques. Puisque l'agriculture biologique est exigeante en main-d'oeuvre, il n'est pas possible de mécaniser cette agriculture comme sur les fermes conventionnelles. Cela crée plus d'emplois. En fait, la même étude a fait valoir que si toutes les exploitations agricoles du R.-U. devaient se convertir en fermes biologiques, cela créerait 93 000 emplois agricoles directs de plus.^{vii}

Le localisme

Plusieurs ouvrages récents et émissions spéciales de télé ont poussé certains groupes de la société à commencer à se demander d'où proviennent leurs aliments. Une étude de 2001 du Leopold Center for Sustainable Agriculture de l'Université d'État de l'Iowa a déterminé que le produit alimentaire moyen vendu sur les marchés institutionnels (hôpitaux, écoles, etc.) obtenu auprès d'une source conventionnelle voyageait plus de 1 500 milles en utilisant de 4 à 17 fois plus de carburant qu'un produit cultivé régionalement et libérant de 5 à 17 fois plus de dioxyde de carbone.^{viii}

Si les produits agricoles étaient vendus directement aux consommateurs locaux, plus de capital nominal serait conservé au sein de la communauté, créant un grand nombre d'emplois dérivés et une économie locale plus saine. Les emplois seraient créés à la fois sur la ferme et hors lieu dans la région.

Réaliser un système alimentaire durable serait rendu possible grâce à l'encouragement de la fabrication de produits de qualité supérieure et au recours à des méthodes de production durables sur le plan de l'environnement. Une main-d'oeuvre agricole qualifiée sera essentielle au maintien d'une sécurité alimentaire au cours de la transition qui s'annonce vers un nouveau modèle d'agriculture à faible intensité de carbone. Bon nombre de ces compétences ont déjà été érodées par la mécanisation et par un mouvement menant à des systèmes de production plus spécialisés et plus intensifs.

Il faudrait maximiser le volet main-d'oeuvre des projets d'immobilisation afin de créer des possibilités d'emplois grâce aux méthodes à forte densité de main-d'oeuvre en insistant sur un système alimentaire viable. L'agriculture durable a la faculté de revitaliser les régions rurales en créant dans les régions rurales une stabilité économique et un taux d'emploi non exportables.

ⁱ Roberts, Wayne (2008), *The No-Nonsense Guide to World Food*, New Internationalist Publications Ltd. : Toronto.

ⁱⁱ Centre d'actualités de l'ONU, *At UN food summit, Ban lays out steps to save billions from hunger*, consulté le 5 décembre 2009 à partir du site <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=32959>.

ⁱⁱⁱ Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006, *Le portrait financier des fermes au Canada*, consulté le 5 décembre 2009 à partir du site <http://www.statcan.gc.ca/ca-ra2006/articles/finpicture-portrait-fra.htm>.

^{iv} Statistique Canada, *Un portrait de l'agriculture canadienne*, consulté le 5 décembre 2009 à partir du site <http://www.statcan.gc.ca/ca-ra2006/articles/snapshot-portrait-t1-fra.htm>.

^v Cleary, Jennifer et Kopicki, Allison, *John J. Heldrich Center for Workforce Development research brief: Preparing the Workforce for a "Green Jobs" Economy*, consulté le 21 novembre 2009 à partir du site http://www.cdorh.org/empleos%20verdes/Heldrich_Center_Green_Jobs_Brief.pdf.

^{vi} PNUE/OIT/OIE/CSI (2008), *Emplois verts : Pour un travail décent dans un monde durable, à faibles émissions de carbone*, consulté le 21 novembre 2009 à partir de http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---webdev/documents/publication/wcms_098488.pdf.

^{vii} Soil Association, Organic Standard, *Organic works: Providing more jobs through organic farming and local food supply*, consulté le 5 décembre 2009 à partir de <http://www.soilassociation.org/LinkClick.aspx?fileticket=60CVIT1Nw0U%3d&tabid=387>.

^{viii} Cook, Ellen, Enshayan, Kamar, Pirog, Rich et Van Pelt, Timothy, Leopold Center for Sustainable Agriculture (2001), *Food, Fuel and Freeways: An Iowa perspective on how far food travels, fuel usage, and greenhouse gas emissions*, consulté le 5 décembre 2009 à partir de http://www.leopold.iastate.edu/pubs/staff/ppp/food_mil.pdf.